

CH_VB 20012223 vom 7. März 1984

Bundesverwaltung, 1984-03-07, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20012223__td_

FR: CH_VB 20012223 du 7 mars 1984

IT: CH_VB 20012223 del 7 marzo 1984

Erwägungen

E. 7

mars 1984 L'absence de statistiques précises et actuelles sur l'origine socio-économique des étudiants n'est sans doute pas un pur effet du hasard. En tout cas, les documents que j'ai pu consulter sont fragmentaires et anciens, mais on peut en conclure sans grand risque d'erreur que la proportion d'étudiants issus des milieux ouvriers et employés subalternes reste nettement située au-dessous de 20 pour cent du total des étudiants, alors que ce groupe de population est majoritaire dans le pays. La droite n'a soutenu l'idée de démocratisation des études qu'au moment où il fallait davantage de main-d'œuvre qualifiée durant la phase d'expansion que nous avons connue. Aujourd'hui tout cela est oublié. Les cantons pratiquent déjà une politique de plus en plus restrictive par souci d'économie. On constate ainsi que ce ne sont pas les besoins individuels de formation, ni d'ailleurs à plus long terme les besoins du pays, qui dictent l'aide à la formation mais uniquement les aléas conjoncturels. Coup de frein maintenant, coup d'accélérateur hier et demain lorsque l'on aura constaté les inconvénients des mesures que vous voulez prendre. La formation ne s'improvise pas et la formation des adultes encore moins. Il faudrait donc bien plus logiquement travailler à une politique globale cohérente dans ce domaine en lui consacrant les moyens nécessaires. Enfin troisième et dernière remarque. On évoque volontiers dans cette salle l'importance de la famille et la nécessité d'aider la famille, mais les actes ne suivent guère les discours. Maintenir la participation de la Confédération aux bourses d'étude et d'apprentissage représente justement une aide concrète aux familles, soit aux enfants en formation, soit aux parents, à l'un ou à l'autre des parents qui doit envisager aujourd'hui, peut-être pour échapper au chômage, une deuxième formation. Il vaut mieux financer des bourses que verser des allocations de chômage. Nous devrions en être tous convaincus dans cette salle. En tout cas, si vous refusez de supprimer l'aide fédérale à la construction de logements dans le but d'aider les familles, et non les entrepreneurs, vous devez également refuser d'entrer en matière sur l'arrêté B. Le président: La parole est encore à M. Oehen pour une brève déclaration personnelle. Oehen: Nach den Voten der Herren Kollegen Bircher und Leuenberger hätte man den Eindruck gewinnen können, Herr Kollega Ruf habe in seinem persönlichen Namen und nicht im Namen unserer Fraktion gesprochen. Ich möchte hier mit aller Deutlichkeit festhalten, dass er nichts anderes getan hat, als das zu vertreten, was wir als Fraktion als richtig erachten. Seine Ausführungen basieren auf unseren Überlegungen, die eine kritische, realitätsbezogene Analyse der anstehenden Probleme, das Vertrauen in die Kantone und in den Sinn und die Gestaltungskraft des Föderalismus beinhalten. Die Stimme der Studentenschaften respektive der Unterzeichner des Manifests sind nicht repräsentativ für • die gesamte Studentenschaft, und vor allem sind sie nicht Ausdruck einer unbefangenen Analyse eines gesellschafts-politischen Problems und der daraus zu ziehenden Schlussfolgerungen. Unsere Fraktion empfiehlt Ihnen deshalb, im Sinne des Votums von Herrn Kollega Ruf, auf die Vorlage einzutreten. M. Kohler Raoul, rapporteur:

Lorsqu'elle a examiné les arrêtés relatifs aux subsides de formation, la majorité de votre commission a constaté que la réglementation actuelle est contraire au principe selon lequel la compétence d'exécuter une tâche implique l'obligation d'en financer la réalisation. L'octroi de bourses est en principe confié aux cantons. Non seulement ceux-ci sont compétents en matière scolaire mais ils ont aussi des rapports plus étroits avec les intéressés que la Confédération, ce qui leur permet d'exécuter cette tâche de façon plus rationnelle. La Confédération ne fera pas des économies sur le dos des étudiants, comme le prétend M. Carobbio, car les cantons sont parfaitement en mesure de prendre en charge les frais supplémentaires qu'entraînerait pour eux la suppression des subsides fédéraux parce que leurs tâches seront réduites dans d'autres domaines et que la péréquation financière sera améliorée. Vous prétendez, Monsieur Carobbio, que la situation des cantons financièrement faibles sera aggravée. Je vous renvoie à ce sujet au tableau des charges par canton qui vous a été redistribué hier. Vous pouvez constater que ce ne sera pas le cas. Vous avez fait allusion, Monsieur Braunschweig, aux lacunes existant dans la question du domicile des requérants. La loi que nous discutons réglera de façon détaillée la question du domicile déterminant en matière de bourse pour autant bien sûr que nous entrons en matière, tandis qu'elle se contentera pour le reste d'établir quelques principes fondamentaux indispensables de ce que les cantons seront libres, dans une très large mesure, de fixer dans le domaine des prestations qu'ils entendent accorder. Les représentants de la minorité craignent que les différences entre les cantons et l'inégalité entre les étudiants ne s'accroissent si les subsides fédéraux sont supprimés. Ils estiment que la Confédération a encore un rôle important à jouer pour encourager l'octroi des bourses cantonales et harmoniser la pratique dans ce domaine. La majorité de la commission ne partage pas ce point de vue. Elle considère que les subsides fédéraux ont constitué ces dernières années une importante aide initiale à laquelle on peut désormais renoncer. Compte tenu des allègements notables dont jouiront même les cantons à faible capacité financière on peut leur demander de prendre à leur compte des charges nouvelles. On l'a déjà dit, les réglementations sur les bourses sont fort différentes actuellement de canton à canton, et elles le resteront. Ces différences ne sont pas dues au hasard, elles sont l'expression de différences réelles de nature politique, sociale et économique, ce qui ne veut pas dire qu'une certaine harmonisation ne soit pas souhaitable. Mais les subsides fédéraux n'ont pas eu l'effet d'harmonisation qu'on avait souvent attendu d'eux. La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique a déjà, depuis quelques années, fait de gros efforts de coordination et d'harmonisation. Elle a notamment élaboré et mis au point un projet de loi modèle sur lequel se sont calquées plusieurs législations cantonales. Enfin, on a peut-être oublié de relever, dans ce débat, que la nouvelle teneur de l'article constitutionnel et la loi-cadre obligeront les cantons à verser des subsides de formation, alors qu'actuellement ils sont libres de le faire ou non. Notre commission estime opportun, pour notre système de formation, que les cantons soient obligés de verser des subsides aux étudiants. La majorité de votre commission vous recommande de rejeter la proposition de la minorité et d'entrer en matière au sujet des décisions aux arrêtés E et F.

Neblker, Berichtstatter: Zum Schluss dieser Eintretensdebatte habe ich noch drei Bemerkungen zu machen, womit ich auch die verschiedenen gestellten Fragen zusammenfassen möchte. 1. Man darf die Angelegenheit der Aufhebung der Bundesbeiträge für die Stipendien nicht dramatisieren. Man sollte da ein bisschen die Verhältnismässigkeit beurteilen. Die Kantone bezahlen heute in Form von Ausbildungsbeihilfen etwa 180 Millionen Franken pro Jahr. Die Bundesbeiträge machen etwa 80 Millionen Franken pro Jahr aus. Die Aufwendungen der Kantone für das gesamte

Bildungswesen auf allen Stufen erreichen aber den Betrag von etwa 8 Milliarden Franken pro Jahr. Also der Betrag, um den wir jetzt diskutieren, die 80 Millionen Franken des Bundes, beläuft sich auf ungefähr 1 Prozent der gesamten Bildungsaufwendungen. Man muss diese Verhältnismässigkeit beurteilen. Wenn schon die Kantone bereit und in der Lage sind,

E. 8

Milliarden für das Bildungswesen zu finanzieren, dann sind sie sicher auch in der Lage, den Beitrag, den der Bund heute leistet, zu übernehmen. Sie dokumentieren doch mit den grossen Aufwendungen für das Bildungswesen, dass sie sich ihrer Verantwortung durchaus bewusst sind, dass

7. März 1984 N 71 Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben sie wissen, wie wichtig es ist, für Ausbildung, Fortbildung, Weiterbildung usw. genügend zu investieren, dass es Investitionen für die Zukunft sind. Sie werden sicher auch noch in der Lage sein, diese Ausbildungsbeiträge zu übernehmen. Es ist also - nach Herrn Braunschweig - keine Glaubensfrage, sondern die Kantone beweisen es mit ihren Leistungen, dass sie sich der grossen Bedeutung des Bildungswesens bewusst sind. 2. Zu den regionalen Unterschieden: Auch das ist kein Drama. Die Verhältnisse in den Kantonen sind nun einmal unterschiedlich. Man kann Freiburg nicht mit Genf vergleichen. Die Kantone sind sich ihrer Aufgabe bewusst - das habe ich gesagt -, aber sie lösen die Aufgabe nach ihren eigenen Verhältnissen, nach ihren eigenen Prioritäten. Das ist durchaus vernünftig, das ist föderalistisch. Sie stehen den Problemen viel näher, sie wissen, welche Ausbildungshilfen notwendig sind. Sie sind auch besser in der Lage zu beurteilen, nur dort Hilfen zu gewähren, wo eine Hilfe tatsächlich nötig ist, damit nicht Hilfen mit der Giesskanne ausgeschüttet werden, wie das bei Bundesbeiträgen in der Regel leider der Fall ist. Man muss sich auch darüber im klaren sein, dass nur ein kleiner Teil der Stipendien an die Studenten gehen. Es geht also nicht bloss um eine Minderheit, die in den Genuss von Stipendien kommt, sondern der grössere Teil der Ausbildungsbeiträge geht an die übrigen Schüler und die Berufsbildung. Damit ist Gewähr geboten, dass die kantonalen Regierungen und die kantonalen Parlamente das tun, was notwendig ist in bezug auf die Ausbildungshilfen. Sicher sind die Kantonsregierungen und die kantonalen Parlamente mindestens so einsichtig wie unser Parlament - ich sage nicht: mindestens so gescheit! - und wie der Bundesrat. Auch das Tessiner Parlament und die Tessiner Regierung sind sicher dazu imstande und wissen, wie wichtig diese Ausbildungshilfen sind. Die Kantone sind ja auch in die Lage versetzt, die Leistungen finanziell zu erbringen. Über den Finanzausgleich, über die Entlastung in anderen Bereichen sind sie in der Lage, die 80 Millionen aufzubringen, wobei ich nochmals wiederhole, dass man nicht nur diesen Teilbereich im Auge behalten darf, sondern die Gesamtheit des Paketes und den Saldo betrachten muss, der auf die Kantone zukommt. Dieser Saldo ist im ganzen Umfang zu bewältigen. Die Erziehungsdirektoren haben dem Vorschlag zugestimmt; sie sind ja auch nicht niemand. Die Bundesbeiträge waren eine Starthilfe; das war sicher richtig. Aber es ist sinnlos, den Starter weiter zu betätigen, wenn der Karren einmal läuft. 3. Zur Bildungspolitik (das wurde verschiedentlich angeführt): Nach Bundesverfassung und nach unserer eigenen Staatsauffassung ist Bildungspolitik primär Sache der Kantone, und zwar umfassend: von den Einrichtungen über die Lehrpläne, die Lehrkräfte bis zu den Schülern und Studenten. Die Bildungspolitik hat eine grosse Bedeutung in den Kantonen. Sie beansprucht etwa 20 Prozent der gesamten Haushalte der Kantone. Der Bund hat nur subsidiäre Aufgaben in

bezug auf die Hochschulen, die Wissenschaft und Forschung, die Eidgenössischen Technischen Hochschulen sowie in bezug auf gewisse Koordinationen und Rahmenbestimmungen. Die Zuweisung der Stipendien an die Kantone entspricht dem Prinzip der Aufgabenteilung nach Sachgebieten. Man will nicht etwas abbauen, sondern man will die Verantwortung dem zuweisen, der sie trägt, der auch über das ganze Gebiet entscheidet, und nicht einen Dritten bezahlen lassen. Ich beantrage Ihnen also nochmals im Namen der Kommissionmehrheit, einzutreten und im wesentlichen den Kommissionsanträgen zu folgen. Bundesrat Friedrich: Den ausführlichen Darlegungen der Kommissionsprecher habe ich nicht mehr viel beizufügen. Ich möchte lediglich unterstreichen, dass der Bund Zahlungen leistet an eine Aufgabe, die heute schon Sache der Kantone ist. Wie Herr Nebiker soeben betont hat, gehören Schule und Erziehung zu den zentralen kantonalen Bereichen. Das ist im Grunde genommen der Angelpunkt dieses Vorschlages. Das möchte ich auch jenen Vertretern der Kantone sagen, die sonst ausserordentlich viel Gewicht auf ihren Föderalismus legen, diesen heute aber offenbar vollständig vergessen haben. Aus verschiedenen Voten hätte man den Eindruck bekommen können, die Kantone hätten überhaupt abgedankt und seien eigentlich nur noch so eine Art Provinzen, die von Bern zu steuern und zu finanzieren wären. Auf der anderen Seite enthält diese Vorlage noch ein Element, über das man kaum gesprochen hat. Sie füllt nämlich eine Lücke aus: Das ist die Regelung des stipendienrechtlichen Wohnsitzes, welche dem Bund obliegen muss. Festzulegen, wer im Einzelfall für die Ausrichtung von Stipendien zuständig ist, soll nun Aufgabe des Bundes werden. Ich beantrage Ihnen meinerseits Eintreten auf die Vorlage. Le président: M. Jaeger demande à faire une déclaration au nom de son groupe. Jaeger: Uns wurden heute drei Abstimmungen unter Namensaufruf angekündigt. Wir wissen, dass eine solche Abstimmung etwa 20 Minuten beansprucht. Im gleichen Zeitpunkt beklagen wir uns, wir seien zu sehr überlastet. Wir überlegen, wie wir uns entlasten könnten, wie wir den Parlamentsbetrieb rationalisieren könnten. Wir reden von Nachmittags-sitzungen, reden auch von Verlängerungen der Sessions und von Zusatzsessionen. Wir müssen uns auch bewusst sein, dass mit dem Instrument des Namensaufrufes unter gewissen Umständen der Sessionsablauf beeinflusst werden kann. Man kann das nämlich beliebig ausdehnen. Wenn man gewisse Geschäfte, wie beispielsweise jetzt die UNO-Vorlage, nicht mehr in dieser Session behandeln will, dann kann man einfach mit entsprechend vielen Namensaufruf-Abstimmungen ein solches Geschäft auf die nächste Session verschieben. Ich verstehe andererseits die Sozialdemokraten, dass sie den Namensaufruf verlangen, weil sie das im Interesse vermehrter Transparenz vorschlagen. Es ist sicher richtig, dass wir unsere Entscheide durchsichtiger machen müssen. Hier sind wir in einem Zielkonflikt. Auf der einen Seite Rationalisierung unserer Arbeit und auf der anderen Seite vermehrte Transparenz unserer Entscheide und unserer Interessenpositionen. Nach unserer Auffassung muss diesem Problem anders abgeholfen werden. Wir, die LdU-EVP-Fraktion, möchten deshalb einen Vorschlag wiederaufnehmen, den auch die Sozialdemokraten schon unterbreitet haben. Wir möchten nämlich mit einer verbindlichen Motion die elektronische Abstimmung verlangen. Wir wissen, dass das hier auf Widerstand stösst. Aber die Situation, so wie sie sich jetzt präsentiert, zeigt doch, dass wir gar nicht mehr darum herumkommen, einem derartigen modernen Abstimmungsverfahren zuzustimmen. Es wurde hier bereits einmal über ein Postulat der Sozialdemokraten abgestimmt. Es wurde abgelehnt. Die heutige groteske Situation zeigt jedoch, dass wir einem solchen Antrag gar nicht mehr ablehnend gegenüberstehen können; denn anderenfalls würden die Sozialdemokraten mit Recht einfach so viele Namensaufrufe verlangen, bis sie den

Parlamentsbetrieb lahmlegen würden. Ich möchte Sie bitten, das zur Kenntnis zu nehmen. Zu diesem Zweck verlangen wir die elektronische Erfassung der Abstimmungsergebnisse. M. Robbiani: Je respecte M. Jaeger et son groupe, celui des indépendants, dans leur autonomie de jugement. Vous êtes indépendants, mais nous aussi. Pour justifier et comprendre la démarche du groupe socialiste, il suffit de lire les articles 75 et 77 de notre règlement. Nous avons le droit de demander le vote par appel nominal et aussi le devoir de le faire pour les raisons que nous avons expliquées, ici, à la tribune. Je trouve quelque peu ridicule que l'on vienne nous reprocher de faire perdre du temps alors que le groupe de M. Jaeger vient de présenter une motion d'ordre qui a pour seul but - ce n'est pas moi qui le dit - de faire «parler la presse».

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches 72 N 7 mars 1984 Toutefois, je partage aussi l'avis de M. Jaeger dans le sens qu'il faudrait introduire le vote électronique pour améliorer la transparence et pour rationaliser le travail parlementaire. Mais j'aimerais, d'autre part, le rendre attentif au fait que l'on a discuté de ce problème à la Conférence des présidents de groupe et que son représentant s'est opposé à la démarche du groupe socialiste. Le président: Nous allons procéder au vote à l'appel nominal. Namentliche Abstimmung - Vote par appel nominal Für Eintreten stimmen die folgenden Ratsmitglieder: Votent pour l'entrée en matière: Aliesph, Allenspach, Aregger, Aubry, Auer, Basler, Berger, Biel, Blocher, Blunschy, Bonnard, Bremi, Bühler-Tschappina, Bürer-Walenstadt, Butty, Candaux, Cantieni, Cavadini, Cevey, de Chastonay, Cincera, Columberg, Cottet, Cotti Flavio, Cotti Gianfranco, Couchepin, Darbellay, Dubois, Dupont, Eggly-Genève, Eisenring, Eng, Eppenberger-Nesslau, Feigenwinter, Fischer-Häggingen, Fischer-Sursee, Flubacher, Frei-Romanshorn, Frey-Neuchâtel, Früh, Gehler, Geissbühler, Giger, Graf, Grassi, Mari, Hegg, Hess, Hofmann, Hösli, Houmard, Hunziker, Iten, Jeanneret, Jung, Kohler Raoul, Koller Arnold, Kopp, Kühne, Künzi, Landoli, Loretan, Lüchinger, Maître-Genève, Martignoni, Martin, Massy, Meier-Zürich, Mühlemann, Müller-Scharnachtal, Müller-Wiliberg, Nebiker, Nef, Neuenschwander, Nussbaumer, Gehen, Oehler, Ogi, Perey, Pfund, Pidoux, Reich, Reichling, Revac-lier, Rime, Risi-Schwyz, Röthlin, Ruf-Bern, Rutishauser, Rüttimann, Sager, Savary-Vaud, Schnider-Luzern, Schnyder-Bern, Schule, Schwarz, Segmüller, Soldini, Spalti, Spoerry, Steinegger, Stucky, Thévoz, Tschuppert, Uhlmann, Vetsch, Villiger, Wanner, Weber-Schwyz, Weber Leo, Wellauer, Wick, Widmer, Wyss, Zbinden (115) Dagegen stimmen - Votent contre: Ammann-St.Gallen, Bäumlín, Bircher, Bonny, Borei, Bratschi, Braunschweig, Brélaz, Bundi, Carobbio, Chopard, Christinat, Clivaz, Dafflon, Deneys, Dirren, Dünki, Eggenberg-Thun, Eggli-Winterthur, Euler, Fankhauser, Fehr, Friedli, Giudici, Gloor, Gurtner, Herczog, Hubacher, Jaeger, Jaggi, Keller, Lanz, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Longet, Maeder-Appenzell, Mascarín, Mauch, Meizoz, Meyer-Bern, Morf, Müller-Zürich, Nauer, Neukomm, Ott, Petitpierre, Pini, Pitteloud, Rebeaud, Reimann, Renschier, Riesen-Fribourg, Robbiani, Robert, Rubi, Ruch-Zuchwil, Ruckstuhl, Ruffy, Salvioni, Schmid, Schmidhalter, Seiler, Stamm Judith, Stamm Walter, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Wagner, Weber Monika, Weber-Arbon, Weder-Basel.Zehnder, Zwygart (73) Der Stimme enthält sich - S'abstient: Müller-Aargau Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder - Sont absents: Ammann-Bern, Coutau, Etique, Grendelmeier, Günter, Humbel, Oester, Savary-Fribourg, Schärli, Ziegler (10) Präsident Gautier stimmt nicht M. Gautier, président, ne vote pas Le président: Vous avez accepté l'entrée en matière par 115 voix contre 73 et une abstention. Detailberatung - Discussion par articles Titel und Ingress, Ziff. I Ingress Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Titre et préambule, eh. I préambule

Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen - Adopté Art. 27quater ' Antrag der Kommission Abs. 1, 2, 3 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Abs. 2bis Minderheit (Hubacher, [Affolter, Akeret], Blunschy, Braunschweig, Carobbio, Deneys, [Morel, Muheim], Nauer, Vannay) Der Bund fördert und koordiniert die Bestrebungen der Kantone auf Harmonisierung der Beitragsansätze. Er kann im Rahmen der Mindestansätze Beiträge an ihre Aufwendungen gewähren. Antrag Müller-Aargau Abs. 2 Der Bund regelt, welcher Kanton zuständig ist, stellt Grundsätze über die Beitragsberechtigung auf und legt die Minimalansätze der Stipendien fest. Antrag Ruf-Bern Abs. 3 Streichen Art. 27'''''' Proposition de la commission Al. 1, 2, 3 Adhérer à la décision du Conseil des Etats Al. 2b/s Minorité (Hubacher, [Affolter, Akeret], Blunschy, Braunschweig, Carobbio, Deneys, [Morel, Muheim], Nauer, Vannay) La Confédération encourage et coordonne les efforts des cantons en vue de l'harmonisation des taux des subsides. Elle peut, dans le cadre de taux minima, allouer des subventions pour leurs dépenses. Proposition Müller-Argovie Al. 2 La Confédération détermine le canton compétent, édicte des principes sur l'aptitude à bénéficier de subsides et fixe les taux minima des bourses d'étude. Proposition Ruf-Berne Al. 3 Biffer Abs. 1 -Al. 1 M. Kohler Raoul, rapporteur: Le 1^ealinéa de cet article 27qu^{er} précise que l'octroi de subsides de formation est de la compétence des cantons mais que, pour eux, c'est aussi un devoir. A l'alinéa 2, on mentionne ce qui fera l'objet d'une loi-cadre. Vous pouvez constater que la Confédération se contente du minimum. Certains cantons considèrent pour leur part, que c'est encore trop. M. Müller-Argovie est d'avis, quant à lui, que ce n'est pas suffisant. Nous l'entendrons tout à l'heure nous expliquer pourquoi. Angenommen - Adopté Abs. 2-Al. 2 Müller-Aargau: Ich habe vorhin demonstrativ «Enthaltung» gestimmt, obwohl ich im Hinblick auf meinen Antrag eigentlich hätte für Eintreten stimmen müssen. Auf der anderen

7. März 1984 N 73 Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben Seite ist mein Antrag so gestaltet, dass ich - wenn er abgelehnt wird - mir die Freiheit behalten will, zur Gesamtvorlage nein zu sagen. Das ist ein Beispiel dafür, dass wir vorher eigentlich eine Art pervertierte Abstimmung durchgeführt haben. Die Abstimmung mit Namensaufruf sollte dort, wo es gewichtig ist, nämlich bei der Schlussabstimmung, erfolgen und nicht beim Eintreten. Für mich ist die Übung, die wir diese Woche durchführen, eine der wichtigsten Tätigkeiten seit Jahren. Ich stehe dazu, dass ich in der Neuverteilung der Aufgaben eine der wirkungsvollsten Operationen im Dienste unseres Gemeinwesens erblicke. Ich distanziere mich in jeder Form von einer Haltung, die statt Klarheit und Übersicht nur eine Entlastung der Bundeskasse anstrebt. Ich will ganz blauäugig am Ziel festhalten, unser Staatswesen transparenter zu machen, das Gewirr und Gewölle zu entflechten. Glücklicherweise lässt sich mit der Verschiebung von etwa 300 Millionen ja sowieso kein Staat machen. Das reine Kassendenken wird schon damit auf seinen Platz verwiesen. So sehr ich bei einigen reines Finanzdenken vermute, so befürchte ich andererseits bei vielen den Wunsch, jede Veränderung zu verhindern. Sie sehen a priori in jeder Kantonalisierung einen Sozialabbau, obwohl in den Kantonen meist die gleichen Bundesratsparteien das Sagen haben. Vielleicht glauben sie nicht an den sozialen Kanton, weil sie den Glauben an sich selber verloren haben. Das Stipendienwesen ist ein Musterbeispiel einer kantonalen Tätigkeit. Seit eh und je haben die Kantone die Zuteilungsaufgabe gehabt und, möglichst nahe beim Empfänger, die speziellen Verhältnisse berücksichtigt. Zwecks Harmonisierung der Stipendien hat der Bund seine subsidiäre Aufgabe übernommen, aber damit jene unselige Tätigkeit entfaltet, einmal hier und einmal dort den finanzschwächeren Kantonen in den

verschiedensten Sachgebieten zu helfen, statt dass alle Hilfe über einen klaren Finanzausgleich nach Bedarf gedeckt und den Kantonen das entsprechende Politisieren und Praktizieren überlassen würde. Die Harmonisierung ist trotz Mitarbeit des Bundes und trotz Modellgesetz für die Kantone bei weitem nicht erreicht worden. Nirgendwo werden Unterschiede so gut sichtbar wie bei den Hochschulstudenten, die an den gleichen Hochschulen studieren, in derselben Universitätsstadt mit genau gleich teuren Grundbedürfnissen, Herr Nebiker, aber zum Teil sehr unterschiedlicher Hilfe. Für viele junge Bürger ist diese Ungleichheit die erste bewusste Begegnung mit dem Staat der gleichen Rechte, dem Staat der gleichen Bildungschancen, dem Staat der Gerechtigkeit und des fairen Ausgleiches. Sehen Sie, es könnte mir ja völlig egal sein, wenn ein Innerschweizer Student, Stipendiat, sein trockenes Brot an der Uni Zürich verzehrt, während der Aargauer daneben seine Wurst genießt. Ich könnte mir dann vorstellen, welche Wut der erstere auf jene Partei entwickeln wird, die in seinem Kanton die absolute Mehrheit hat und ihn derart stiefmütterlich behandelt. Solange es aber um den Grundbedarf geht, ist es mir nicht egal, weil Gleichheit in solchem Falle für den Gesetzgeber staatsbürgerliche Pflicht ist und mit Gleichmacherei nichts zu tun hat. Ich schlage Ihnen daher vor, die Minimalleistungen vom Bunde ansetzen zu lassen, und zwar durch den Verfassungstext garantiert. Diese kurze und bündige Garantie braucht - in diesem speziellen Fall - keine Gesetzesausführungen, die früher oder später durch Revisionen wieder das neue Gewirr und neues Gestrüpp wuchern lassen, so dass die ganze heutige Übung vergeblich wäre. Die Festsetzung des Betrages geschieht auf Verordnungsstufe; dazu braucht es nicht einmal ein Büro, die Informationen kann man bei der nächsten Budgetberatungsstelle einholen. Beim Lesen der gutgemeinten Minderheitsanträge von Herrn Kollega Hubacher ist mir angst und bange geworden. Da lauern fast bei jedem Satz wieder die alten Teufel, die nur Verwirrung stiften, d. h. dem wahren Zweck unserer Operation genau entgegenwirken und das Gewirr wieder entstehen lassen. Natürlich bedeutet es einen Stilbruch, wenn in der Bundesverfassung die Kantone zu etwas verpflichtet werden, ohne dass der Bund gleichzeitig bezahlt. Diese Regel würde ich eben nicht heilig sprechen. Wenn ein Stilbruch Klarheit und gleichzeitig ein hohes Mass an Gerechtigkeit schafft, zeigt dies in höherem Masse Stil als Verfassungsästhetik. Entgegen der ausführlichen Rahmengesetzgebung, die tatsächlich den Föderalismus aushöhlen könnte, den kantonalen Instanzen praktisch nichts überlässt, als die Ausführungsmechanismen in Gang zu setzen, ist eine solche einfache Verfassungsbestimmung die Rettung unserer ganzen Übung der Aufgabenteilung, für mich also - entschuldigen Sie die Anmassung - das Ei des Kolumbus. Das Misstrauen gegenüber den Kantonen wird mindestens in die Ecke verwiesen. Das Unsoziale entfällt. Die Aufgabenverteilung kann alleine nach Opportunität vollzogen werden. Was in der Eintretensdebatte nicht gesagt worden ist: Dieses idiotische, konsequent durchgezogene «Wer-etwas-befiehlt-der-muss-auch-zahlen» wird der Gesamtoperation der Aufgabenteilung heute und auch in Zukunft ein Staatsbegräbnis bereiten. Wesentlich ist doch die Form der Befehle aus Bern: kurz, eng, aber wirksam. Mit diesem Spruch, dieser selbstkonstruierten Zwangsvorstellung torpedieren Sie alle das angestrebte Resultat. In diesem Sinne ist mein Antrag die Gretchenfrage für diese ganze Übung. Harmonisierung des Bundes bedeutet im Gesetz mehr Verflechtung zwischen Bund und Kantonen, als wir das heute schon haben. Ich warne Sie vor diesem Wege, so sehr ich den guten Willen anerkenne. Wenn gewisse Kantone ihre Studentmästen wollen, so ist das ihre Sache. Durch die Minimalansätze soll das Existenzminimum - zusammen mit der finanziellen Unterstützung durch die Eltern - sichergestellt

werden. Das ist wesentlich, denn hierin liegt die Chancengleichheit. Alles Zusätzliche kann sowohl von Übel als auch eine Wohltat sein. Zeigen Sie mit der Zustimmung zu meinem Antrag, dass Sie es ernst meinen mit der Aufgabenteilung im Dienste der Transparenz. Zeigen Sie, dass diese Minimalansätze Sie überhaupt nicht stören, da Sie den Stipendiaten Ihres Kantons sowieso mehr zuhalten wollen, als der Bund dann vielleicht überflüssigerweise vorschreiben würde. Dann haben auch alle Misstrauensvoten, die wir schon gestern und vorgestern immer wieder gehört haben, keine Berechtigung. Auch dort übrigens wäre mit einem einfachen Zusatz zu Artikel 64bis das ganze Misstrauen zu eliminieren gewesen, wenn man zum Beispiel geschrieben hätte: «Die Kantone sorgen für den Betrieb von Heimen im Dienste des Strafvollzuges.» Die ganze Misstrauensdiskussion, Glauben und Unglauben, wäre entfallen, die wir gestern und vorgestern durchgeführt haben. Die Kantonalisierung der Ausbildungsbeiträge ist eine gute Sache. Deswegen ist auch der Nichteintretensantrag für mich unverständlich. Wir haben die Möglichkeit, mit einem sicheren, einfachen Rahmen die Stipendien zu garantieren. Aber diese Garantie haben uns die bisherigen Harmonisierungsbestrebungen ja gar nicht geliefert. Also soll es auch nicht so bleiben. Lassen Sie für dieses Mal die Bedenken, dass die Kantone durch diese Verfassungsbestimmungen bevormundet würden! Vergessen Sie das ausgeleierte «Wer zahlt, der befiehlt!». Wenn wir ein paarmal in gleicher Sache das Misstrauen durch eine solche Verfassungsbestimmung abgebaut haben, dann kann ich wieder daran glauben, dass Sie die Aufgabenneuverteilung wirklich durchführen wollen und dass das nicht nur Lippenbekenntnisse sind. In diesem Sinne bitte ich Sie, meinem Antrag zuzustimmen, und danke dafür. M. Kohler Raoul, rapporteur: Cette proposition n'a pas été faite en séance de commission, cette dernière n'a donc pas eu l'occasion de prendre position à ce sujet. C'est pourquoi je m'exprime ici à titre personnel. La proposition de M. Müller-Argovie a cela de sympathique, si elle était acceptée, qu'elle n'occasionnerait pas de frais supplémentaires à la Confédération, mais cela s'arrête là, car cette proposition va à rencontre d'une séparation ration-

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches 74 N 7 mars 1984 nelle des tâches entre la Confédération et les cantons. C'est une immixtion dans les affaires des cantons. Il faut admettre, et c'est aussi l'avis du groupe de travail qui a élaboré le rapport sur la politique familiale, que la réglementation des bourses présente des différences d'un canton à l'autre et que ces différences ne sont pas simplement l'expression d'un fédéralisme poussé à l'extrême. Elles sont fondées sur des réalités. Donner à la Confédération la compétence de fixer des taux minimaux pour les bourses octroyées par les cantons- et d'ailleurs pourquoi parler de taux minimaux et non de montants minimaux, comme c'est le cas dans la loi actuelle? - sans bourse délier, c'est vouloir imposer aux cantons qu'ils adoptent entre eux les mêmes bases de calcul, ce qui est loin d'être le cas actuellement parce que les conditions de vie des habitants diffèrent souvent d'un canton à l'autre. Fixer des taux minimaux, c'est une immixtion de la Confédération que les cantons n'accepteront certainement pas. Cela signifierait que moins la Confédération paie, plus elle commande. Nous savons que les cantons font des efforts pour harmoniser leurs régimes respectifs des bourses. Des progrès ont été réalisés dans ce domaine, lentement il est vrai, mais il serait regrettable de ne pas tenir compte des efforts des cantons dans un domaine qui doit rester le leur. Jusqu'à maintenant la Confédération s'est contentée de verser des subventions aux cantons pour les bourses qu'ils ont accordées, à la condition que ces dernières s'élèvent au moins à un montant minimal fixé par la Confédération. Chaque canton est resté libre toutefois de définir l'échelle des montants des bourses qu'il a accordées et j'estime qu'il ne faut pas

limiter la compétence des cantons dans un domaine qui est le leur, je le répète. Je vous invite par conséquent à repousser la proposition de M. Müller-Argovie à l'alinéa 2 de l'article 2. Nebiker, Berichterstatter: Weder das Ei des Kolumbus noch dasjenige von Herrn Müller-Aargau sind der Kommission vorgelegen. Trotzdem gestatte ich mir im Namen der Kommission zu reden, weil wir dort das Problem allgemein behandelt haben. Herr Müller will ja neben einer Rahmengesetzgebung des Bundes auch die Minimalbeiträge in die Kompetenz des Bundes legen. An sich ist die Idee nicht so abwegig, wenn man nur von Beiträgen redet. Aber, Herr Müller, wir machen damit genau das Gegenteil von Aufgabenentflechtung, von Aufgabenteilung. Wir schreiben den Kantonen nicht nur den Rahmen vor, sondern wir sagen auch noch, wie dieser Rahmen auszufüllen sei. Das geht eindeutig zu weit; das kann man sicher nicht unter dem Titel dessen, um was es hier geht - einer Aufgabenentflechtung nach Sachgebieten - befürworten. Eine zweite Bemerkung: Wie mehrheitlich erwähnt und wie dokumentiert, sind die Kantone bereit, neue oder grössere Aufgaben im Bildungsbereich auf sich zu nehmen. Aber das können sie nur dann verantwortungsbewusst erledigen, wenn sie den nötigen Spielraum besitzen. Für viele Kantone geht nämlich die jetzige Rahmengesetzgebung, die nur die Bedingungen für die Ausbildungsbeiträge festlegt, schon recht weit. Unakzeptabel wäre eine Rahmengesetzgebung mit Minimalvorschriften. Eine letzte Bemerkung: Eine Absicht von Herrn Müller wäre es, die Ungleichheiten innerhalb der Kantone zu beheben. Das ist natürlich auch mit Minimalbeiträgen nicht möglich, denn die Minimalbeiträge müssen, damit sie für alle Kantone akzeptabel wären, relativ tief angesetzt werden. Und über diesen tiefen Ansätzen wäre mindestens soviel Spielraum wie heute; auch dann hätten wir immer noch diese grosse Ungleichheit, je nach Kanton und je nach Interesse der Kantone. Man muss doch heute davon ausgehen, dass alle Kantone aufgrund des neuen Verfassungsartikels verpflichtet sind, grundsätzlich Ausbildungsbeiträge zu gewähren, und dass dieses Prinzip allgemein anerkannt ist. Die Kantone werden nicht so hilflos sein, dass sie Ausbildungsbeiträge ausrichten, die überhaupt nicht mehr als Hilfe zum Studium und für eine Berufsausbildung bezeichnet werden dürfen. Die Kantone sind also ganz sicher kompetent und Manns genug, diese Ausbildungsbeiträge so zu gestalten, dass sie auch etwas bedeuten. Zusammenfassend muss ich Ihnen sagen: Der Antrag Müller sollte - auch wenn es sich um ein Ei handelt, wahrscheinlich um ein noch etwas rohes Ei - abgelehnt werden. Es geht nun wirklich nicht an, dass der Bund in einem Moment, wo er weniger bezahlt, noch mehr befiehlt. Das wäre ja wirklich das Pferd am Schwanz aufgezäumt. Bundesrat Friedrich: Ich bin gleicher Meinung wie die Kommissionssprecher. Wir haben vorhin die Kantone zuständig erklärt. Wenn wir den Kantonen nun die Kompetenz geben, dann sollen wir sie nicht mit der anderen Hand wieder wegnehmen. Der Antrag von Herrn Müller engt die Kantone - meines Erachtens ungerechtfertigt - ein. Wir wollen aber im Rahmen dieser Aufgabenteilung die Autonomie der Kantone stärken und nicht schwächen. Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen. Abstimmung - Vote Für den Antrag der Kommission Für den Antrag Müller-Aargau Abs. 2bis - AI. 2bls 91 Stimmen 50 Stimmen Hubacher, Sprecher der Minderheit: Nachdem die Mehrheit der Kommission zugestimmt und jetzt auch noch den Antrag Müller abgelehnt hat, möchte die Minderheit zwar den Grundsatz (Rückgabe des Geschäftes zur Hauptsache an die Kantone) respektieren, aber umgekehrt den Bund nicht vollständig aus dieser Pflicht entlassen. Deshalb beantragen wir, dass die Harmonisierung vom Bund aus gefördert werden könne und dass er Beiträge ausrichten könne. Weshalb Harmonisierung? Es ist heute morgen hier von verschiedenen Votanten - Herr Martignoni hat das beispielsweise gesagt oder Herr Vetsch - gesagt

worden, die Kantone würden dieses Problem durchaus in den Griff bekommen und seien absolut in der Lage, die Stipendienfrage zu lösen. Heute haben wir die Situation, dass die Unterschiede zwischen den Stipendienansätzen und den Gesamtleistungen der Kantone pro Kopf sehr gross sind. Zwischen dem Kanton Waadt (Ausgaben pro Kopf im Jahre 1982: 15,01 Franken) und dem Kanton Jura (58,85 Franken) ergibt sich beispielsweise eine Differenz von 300 Prozent. Die Stipendien betragen im Kanton Freiburg im Durchschnitt rund 1600 Franken, im Kanton Basel-Stadt dagegen fast 5000 Franken; dies ist eine Differenz von 200 Prozent. Wir sind der Auffassung, dass die Kantonalisierung nicht so weit gehen darf, dass diese Differenzen noch grösser werden. Ich habe hier einen Zeugen, der für die meisten wohl unverständlich sein wird, nämlich die «Wirtschaftsförderung», die in Ihrem Bericht vom 27. Februar dafür eintritt, dass man den Bund bei den Stipendien nicht einfach entlasten darf. Die Befürchtung, dass die finanzschwächeren Kantone ihre Stipendienanwärterinnen und -anwärter schlechter behandeln werden als bis jetzt, wird hier deutlich zum Ausdruck gebracht. Ich zitiere: «Das bildungspolitische Grundpostulat für Chancengleichheit sowie das Ziel einer weiteren Harmonisierung würden gefährdet, wenn der Bund sich völlig von der Frage der Förderung oder Harmonisierung von Stipendien abmelden würde.» Ich glaube doch, hier herrscht etwas Unklarheit darüber, wer denn eigentlich Empfänger dieser Stipendien ist. Stipendien sind nicht beschränkt auf die Hochschulen, auf Maturanden und Studenten, sondern die grösste Empfängergruppe sind Berufslehrlinge. Und es gibt viele Bezüger, die auf dem zweiten Bildungsweg ihre Ausbildung nachholen oder verbessern wollen, die von Stipendienregelungen profitieren. Wir sind daher der Meinung, man sollte die Harmonisierung und, mit einer Kann-Vorschrift, die Finanzierung nicht völlig ausser acht lassen oder gar verunmöglichen. Im Bericht der Wirtschaftsförderung wird deutlich erklärt, das wichtigste Kapital, das die Schweiz besitze, sei das

7. März 1984 N 75 Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben Ausbildungspotential, das Humankapital. Ich habe hier den Eindruck, dass die Wirtschaft die Realitäten besser erfasst als wir in der Politik. Weil angesichts des enormen weltweiten Konkurrenzkampfes die Ausbildung, die Ausschöpfung des Bildungspotentials noch viel entscheidender sein werde als in den vergangenen Jahrzehnten, so wird hier in diesem Bericht deutlich gesagt, würde die totale Abkoppelung des Stipendienwesens vom Bund und die vollständige Überschreibung auf die Kantone ein sehr grosses Risiko darstellen. Im letzten Satz heisst es, dass man den völligen Rückzug des Bundes aus dem Stipendienwesen nochmals überdenken sollte. Nun werden Sie fragen, weshalb ein Sprecher der SP-Fraktion die «Wirtschaftsförderung» so liebend gerne zitiert. Das ist ja so oft nicht der Fall. Wir haben aber hier die Aufgabe, die Frage ohne Vorurteile anzugehen und uns die Wirkung zu überlegen. Wir dürfen nicht das Risiko eingehen, eine sozialpolitische Geisterfahrt zu inszenieren. Nachdem die Stipendienfrage erst 1963 in die Bundesverfassung gekommen und zuletzt 1978 in einem Gesetz verbessert und geregelt worden ist, wäre es für die Sache, für die Betroffenen und für die Chancengleichheit in diesem Lande ein Minimum, wenn Sie wenigstens dem Bund die Kompetenz erteilen würden, dass er die Harmonisierung - die Gleichbehandlung aller Bürgerinnen und Bürger, die für Stipendien in Frage kommen - ermöglichen und allenfalls finanzielle Unterstützungen leisten kann. In diesem Sinne bitte ich Sie, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen. Mme Jaggi: Les disparités entre les cantons, à propos des subsides de formation, vont non seulement subsister, mais s'accroître. Cela est certain, et toutes les promesses de reprise en charge par les cantons n'y changeront rien. Les cantons, qu'ils soient universitaires ou pas, ont des

politiques différentes en la matière. Ils ne vont rien changer à ces différences, maintenant que la Confédération ne veut plus exercer son appui et l'effet positif qu'elle peut avoir en matière d'harmonisation. Ils n'ont pas de raison, désormais, de changer leur politique, puisqu'en dix ans de discussion ces cantons ne sont pas parvenus à s'entendre. Résultat: le tri qui préside actuellement à l'attribution des subsides en fonction du domicile ou de l'origine va bel et bien se poursuivre. Si je prends le cas des cantons romands, je constate des politiques fort diverses d'un cas à l'autre. Le Jura, qui pratique la politique la plus généreuse, en accordant des bourses d'un montant relativement élevé et dans une proportion également supérieure à la moyenne, a formellement promis de poursuivre cette politique, quelle que soit l'attitude de la Confédération. En revanche, le canton de Genève pratique une politique très sélective: des bourses élevées pour peu de candidats. Les cantons du Valais, de Fribourg, de Neuchâtel et surtout de Vaud sont en dessous de la moyenne, du double point de vue du nombre de boursiers et du montant moyen. Pour chacun de ces cantons, cela donne une échelle qui s'écarte entre 15 francs par habitant dans le canton de Vaud, pour des subsides de formation, et à 59 francs par année en chiffre rond dans le canton du Jura. Dans ces conditions, je me demande où est l'égalité des chances, non pas au niveau du principe, mais sur le plan géographique. Malheur à ceux qui sont domiciliés dans les cantons les moins larges et qui ont besoin d'un subside, par exemple pour entreprendre ou poursuivre une seconde formation. Mais il y a pire, et qui va encore accentuer les différences. Tous les cantons ne sont pas universitaires; les non-universitaires envoient leurs ressortissants étudier dans les cantons voisins qui, eux, disposent et entretiennent une haute école. Ces derniers reçoivent, pour prix du service rendu, une contribution aux frais d'investissement et surtout d'exploitation des établissements d'enseignement supérieur. Actuellement, par exemple, dans le cadre du concordat qui les lie, le Valais verse au canton de Vaud, canton universitaire, une contribution annuelle par étudiant valaisan, de l'ordre de 5000 francs. Le canton de Vaud envisage de percevoir une contribution nettement supérieure, voire double, de ce montant. Cette contribution supérieure sera accordée, vraisemblablement aux frais du budget actuellement disponible pour les subsides de formation. Voilà un facteur aggravant supplémentaire auquel il importe de prêter attention, et c'est en vue de rétablir une certaine égalité des chances, du moins au niveau géographique, que je voterai la proposition de minorité Hubacher à l'alinéa 2bis.

Stucky: Zwischen dem Antrag der Minderheit, vertreten durch Herrn Hubacher, und der Mehrheit besteht das Wesentliche in der Frage: Soll der Bund an die Kantone weiterhin Beiträge für Stipendien ausrichten? Dadurch würde ganz offensichtlich die klare Zuständigkeit in der Finanzierung verwischt. Es werden aber auch andere, neue Unklarheiten geschaffen. An welche Kantone soll dann bezahlt werden? Frau Blunschy hat gesagt, an die Kantone, die das Niveau der anderen Kantone nicht erreichen. Das hätte aber doch eigentlich, die säumigen Kantone zu präzisieren oder die kantonalen Gesetzgeber aufzufordern, zu warten, bis sie Bundesgeschenke erhalten. Damit stimulieren Sie die Kantone nicht, von sich aus etwas zu tun. Wenn wir die neue Lösung annehmen, die keine Beiträge vom Bund gewährt, hingegen den Finanzausgleich stärkt, so ist es glattweg keinem Kanton unmöglich, ein minimales Niveau zu erreichen, und zwar dank dem Geld, das er aus dem Finanzausgleich erhält. Hierunterstütze ich voll und ganz Ihr Votum, wenn Sie sagen, man solle die ganze Vorlage ansehen, also auch die Finanzströme, die nun an die finanzschwachen und zurückhaltenden Kantone gehen. Damit kann nämlich in Zukunft ein vernünftiges Stipendienniveau erreicht werden. Damit komme ich auch zum sozialen Aspekt, der wiederholt hier erwähnt worden ist. Die Chancengleichheit wird

milder neuen Lösung viel besser gewährleistet, weil nämlich die Kantone erstmals verpflichtet werden, Stipendien auszulassen. Heute sind sie frei. Die Kantone werden aber nicht nur dazu verpflichtet, sondern man hat auch den Weg gefunden, ihnen die nötigen Finanzen zukommen zu lassen. Es erstaunt daher nicht, dass im Vernehmlassungsverfahren die überwiegende Mehrheit der Kantone dieser Lösung zugestimmt und klar den Willen bekundet hat, das Stipendienwesen auszubauen und entsprechend zu koordinieren. Die Erziehungsdirektorenkonferenz hat bekanntlich bereits ein Mustergesetz geschaffen. Ich muss hier Herrn Braunschweig korrigieren. Es ist nicht wahr, dass sich die EDK um diese Aufgabe gedrückt hat: das Mustergesetz liegt vor. Wir haben es in unserem Kanton kürzlich übernommen, und es gab überhaupt keine politischen Schwierigkeiten. Ich möchte noch auf ein Argument eingehen, das die Gegner, zum Beispiel Frau Jaggi, immer wieder erwähnt haben, nämlich die Unterschiede in den Stipendienhöhen. Es ist tatsächlich zum Teil störend, dass gewisse Kantone äusserst zurückhaltend sind und noch relativ tiefe Sätze haben. Nun erreichen Sie aber doch mehr, wenn Sie diese Lösung, die jetzt vorgeschlagen wird, weiter verfolgen, bei welcher, wie ich sagte, der Finanzausgleich wirkt, als wenn sie sich auf einen Bund mit einer leeren Kasse verlassen. Von dort ist nun einfach nichts zu holen, Frau Jaggi. Es hat doch gar keinen Wert, wenn wir Beitragsleistungen in der Verfassung erwähnen, aber nachher das Geld nicht haben. Im übrigen werden gewisse Unterschiede natürlich bestehen bleiben. Diese sind ja zum Teil sprachlich oder geographisch bedingt. Wir wollen gar keine absolute Gleichmacherei unter den Kantonen, sondern überall ein vernünftiges Niveau erreichen. Die Argumentation, die hier vorgetragen worden ist, ist sehr mager. Es geht fast nur darum, dass man Misstrauen äussert gegenüber dem Willen der Kantone, das Stipendienwesen autonom und vernünftig zu regeln. Ich frage mich eigentlich, warum immer dieses Misstrauen besteht, etwa in den Voten von Herrn Braunschweig oder von Herrn Leuenberger. Es gibt dazu nur eine ehrliche Antwort: Offenbar versucht man aus parteitaktischen Überlegungen, einen Fischzug auf Studenten und Jugendliche zu machen. Man sagt ihnen, es

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches 76 N 7 mars 1984 könnte in Zukunft nicht mehr gleichviel Stipendien geben. Mit Falsch- und Desinformation hat man zwar schon einiges erreicht. Ich hoffe aber, dass man in diesem Fall nichts erreicht. M. Kohler Raoul, rapporteur: A la deuxième phrase de sa proposition, la minorité de la commission voudrait habiliter la Confédération à verser des subsides en faveur des bourses cantonales, les taux minima étant fixés par le législateur. Pourquoi parle-t-elle de taux minima et non pas de montants minima? Je l'ignore. Quoi qu'il en soit, si l'on parle de taux plutôt que de montants, il sera difficile de parvenir à une harmonisation sans l'intervention de la Confédération dans les affaires intérieures des cantons. Si on parle de montants, la question étant vue sous l'angle de la répartition des tâches, on se prononce en faveur du statu quo. On renonce à répartir clairement les attributions de la Confédération et des cantons ainsi que vous avez décidé de le faire en entrant en matière. La solution préconisée par la minorité de la commission à la première phrase, où elle propose de dire que la Confédération doit encourager et coordonner les efforts visant à harmoniser les taux des prestations, est excessive car elle attribue à la Confédération des compétences supplémentaires et lui confie le mandat de s'engager davantage encore dans le domaine des bourses d'étude, domaine qui, avec l'éducation, est de la compétence des cantons. Si vous vous prononcez en faveur de la proposition de la minorité, la Confédération continuera probablement de subventionner les bourses octroyées par les cantons mais elle devra, en

supplément, coordonner les efforts visant à l'harmonisation des taux de subvention appliqués par les cantons. Elle aura même la compétence de réduire ces subventions aux bourses accordées par un canton si celui-ci ne fait pas un effort suffisant à son gré pour harmoniser les taux de ses subsides. Je vous renvoie à ce sujet aux propositions de la minorité figurant au chapitre IIIbis de la loi sur les subsides de formation. Notre commission a rejeté ces propositions par 15 voix contre 10, considérant, comme le Conseil fédéral et le Conseil des Etats, que l'octroi de subsides de formation relève de la compétence des cantons, qui doivent être libres de déterminer les taux des prestations et les conditions dans lesquelles des bourses peuvent être octroyées. La proposition de la minorité ne permet pas de redistribuer les tâches entre la Confédération et les cantons et, pour cette raison, nous vous prions de bien vouloir la rejeter.

Nebiker, Berichterstatter: Die Kommissionsminderheit will mit ihrem Antrag zwei Dinge erreichen: erstens die Förderung und Koordination der Bestrebungen der Kantone auf Harmonisierung der Beitragsansätze und zweitens Beiträge des Bundes, allerdings in der Kann-Formel, im Rahmen von Mindestansätzen an die Aufwendungen der Kantone. Das ist mehr, als wir eigentlich bisher hatten. Bisher hatten wir lediglich, auch in Kann-Formel, die Beiträge des Bundes an die Aufwendungen der Kantone. Neu kommen jetzt die Massnahmen des Bundes im Rahmen der Koordination und Harmonisierung der Stipendien hinzu. Das ist also genau das Gegenteil von dem, was wir eigentlich beabsichtigen, das Gegenteil von Aufgabenentflechtung. Man überträgt dem Bund in einem Bereich, in dem er bisher nicht tätig war, eine zusätzliche Aufgabe. Ich habe schon vorher, beim Antrag von Herrn Müller, auf dieses Problem hingewiesen, und ich möchte Sie an Ihre eigenen Entscheid erinnern. Sie haben sich mit dem Entscheid auf Eintreten auf die Gesamtvorlage Aufgabenteilung Bund/Kantone und auch mit Ihrem Entscheid auf Eintreten auf diese besondere Vorlage zum Grundsatz bekannt, dass man die Aufgaben zwischen Bund und Kantonen nach Sachbereichen aufteilen sollte. Es geht nicht um einen Abbau von Leistungen, sondern um eine sachliche Aufteilung von Aufgaben, damit jedes Glied des Bundesstaates seine Aufgaben besser erfüllen kann und sich die verschiedenen Glieder nicht unnötig in die Quere kommen. Die Kommission hat den Antrag der Kommissionsminderheit mit 15 zu 10 Stimmen abgelehnt. Sie ist mit dem Bundesrat und dem Ständerat der Auffassung, dass die Ausrichtung von Ausbildungsbeiträgen eine Aufgabe der Kantone sei und dass den Kantonen auch die Regelung der Beitragsvorschriften und Beitragsansätze überlassen werden sollte. Den Kantonen sollen nur minimale Vorschriften gemacht werden. Wir werden darüber anschliessend bei der Behandlung des entsprechenden Rahmengesetzes diskutieren. Der Minderheitsantrag bringt keine Entflechtung der Kompetenzen von Bund und Kantonen, er bringt keine Entlastung des Bundes. Der Bund würde einen zusätzlichen Auftrag erhalten, den er bis jetzt nicht hatte. Ich bitte Sie, im Interesse der Gesamtschau und des gesamten Paketes Aufgabenteilung Bund und Kantone, den Minderheitsantrag abzulehnen.

Bundesrat Friedrich: Der zusätzliche Absatz 2bis zielt auf eine obligatorische materielle Harmonisierung mit fakultativen Bundesbeiträgen ab. Das ist meiner Auffassung nach ein Widerspruch zum Grundsatz, um den es geht. Zunächst ist es ein übermässiger Eingriff in die kantonale Zuständigkeit, die wir mit unserem Eintretensentscheid gestärkt haben. Sodann entsteht eine unklare Aufgabenteilung. Es gibt wieder eine Verflechtung statt einer Entflechtung. Ferner ist das Verhältnis dieses Minderheitsantrages zur Übergangsbestimmung in Artikel 16 höchst unklar. Hier wird eine Kompetenz begründet, dass der Bund Beiträge zahlen kann. In der Übergangsbestimmung Artikel 16 heisst es, dass er längstens bis zum 31. September 1988

Beiträge ausrichten kann. Was dann letzten Endes gilt, weiss ich nicht. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen. Abstimmung - Vote Für den Antrag der Mehrheit 98 Stimmen Für den Antrag der Minderheit 68 Stimmen Abs. 3-AI. 3 Le président: Je donne la parole à M. Ruf, qui développera en même temps sa proposition relative à l'article 16. Ruf-Bern: Die Fassung der Kommissionsmehrheit von Artikel 27quater Absatz 3 sieht vor, dass der Bund weiterhin eigene Ausbildungsbeiträge entrichten kann. Genau hier liegt nun ein Prüfstein dafür, wie ernst wir es mit unserer grundsätzlichen, mehrfach beteuerten Absicht meinen, die Zuständigkeiten von Bund und Kantonen klar abzugrenzen. Sie haben mit Ihrer Entscheidung zur Eintretensfrage ja gesagt zum Grundsatz, das Stipendienwesen den Kantonen zu übertragen. Dazu steht der vorgeschlagene Absatz 3 in direktem Widerspruch, auch wenn er keine zwingende Formulierung enthält. Weshalb will der Bund auch in Zukunft die Möglichkeit haben, selbst Stipendien zu entrichten? Die Botschaft führt dazu keine Begründung an. Es wird lediglich ausgeführt: «Eine Übertragung des Vollzuges neuer Massnahmen des Bundes an die Kantone wird von Absatz 3 nicht vorgeschrieben, aber auch nicht ausgeschlossen. Diese Möglichkeit muss in der Verfassung nicht ausdrücklich vorgesehen werden.» Ganz eindeutig spielt man also mit dem Gedanken, möglicherweise später erneut Beiträge an die Kantone zu entrichten. Die Neuverteilung wird mit dem vorgesehenen Absatz 3 durchlöchert, verliert an Glaubwürdigkeit. Wenn Kommissionsmehrheit und Rat den von der Minderheit vorgeschlagenen Absatz 2bis ablehnen abgelehnt haben, so muss konsequenterweise hier ebenfalls nein gesagt werden. Auch Absatz 2bis wollte ja unter anderem die Möglichkeit der fakultativen Beitragsgewährung einführen. Bekanntlich fallen die vom Nationalfonds ausgerichteten Stipendien verfassungsrechtlich unter den Forschungsartikel und stehen deshalb im vorliegenden Zusammenhang

7. März 1984 N 77 Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben nicht zur Diskussion. Man muss also nicht befürchten, es könnte dort noch irgendwelche Einschränkungen geben. Wir bitten Sie, konsequent zu handeln und Absatz 3 gemäss unserem Antrag zu streichen. Nun zu Artikel 16 der Übergangsbestimmungen: Verschiedentlich ist heute darauf hingewiesen worden, zahlreiche Kantone hätten bereits Vorbereitungen für die Neuorganisation des Stipendienwesens im Hinblick auf die Aufgabenverteilung durch den Bund getroffen. Damit kommt gleichzeitig zum Ausdruck, dass sie auch in finanzpolitischer Hinsicht vorbereitet sind. Immerhin ist das gesamte Massnahmenpaket bereits seit 1981 im Detail bekannt, als es in die Vernehmlassung geschickt wurde. Die Budgetvorbereitungen für das Jahr 1987 beginnen in den Kantonen spätestens 1985, so dass Bundesbeiträge bis Ende 1986 als durchaus angemessen erscheinen. Der Bundesrat hatte 1981 eine insgesamt kürzere Übergangsfrist, nämlich bis Ende 1984, vorgesehen, wenn man der gesamten Verfahrensdauer Rechnung trägt. Unser Vorschlag bildet einen Kompromiss zwischen dem Ständeratsbeschluss, der Ende 1985 vorsieht, und dem Antrag der Kommissionsmehrheit auf Ende 1988 als letzten Zeitpunkt. Durch eine verlängerte Frist würde lediglich die Wirksamkeit der beschlossenen Massnahmen verwässert. Ich bitte Sie deshalb im Namen unserer Fraktion um Zustimmung zu diesem und zum vorhergehenden Antrag. M. Kohler Raoul, rapporteur: En ce qui concerne la première proposition de M. Ruf-Berne qui vise l'alinéa 3 de l'article 27e''''8', il faut simplement préciser ceci: cette possibilité qu'a la Confédération de verser des subsides de formation ne s'adresse pas aux cantons, c'est une possibilité que la Confédération doit avoir de verser elle-même des subsides, en particulier à des étudiants étrangers qui n'ont pas leur domicile légal dans un canton, ou à des artistes qui ne remplissent pas toutes les conditions relatives aux bourses.

C'est une compétence qui est donnée à la Confédération et qu'elle avait déjà dans la législation actuelle. Quant à la deuxième proposition, qui concerne le chiffre II, 16^e article, M. Ruf désire que l'on fixe la date limite à laquelle la Confédération allouera des subventions, soit à la fin de 1986. Le Conseil des Etats avait fixé ce délai afin 1985. Votre commission a estimé que pour le passage de l'ancien droit au nouveau, il fallait prévoir une phase de transition très longue qui devrait permettre aux cantons d'adapter leur législation et de reprendre à leur compte les prestations de la Confédération. Le Conseil fédéral a pu se rallier à ce nouveau délai, mais il faut être conscient que dans ce domaine l'allégement financier de la Confédération ne sera ressenti qu'en 1990, étant donné que son dernier versement aux cantons se fera en 1989 pour les bourses accordées en 1988. Cette prolongation de délai répond aussi à la requête de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique. C'est la raison pour laquelle nous vous prions de bien vouloir l'approuver et rejeter la proposition Ruf faite à l'article 16.

Nebiker, Berichterstatter: Zum ersten Antrag von Herrn Ruf: Er möchte Absatz 3 von Artikel 27quater streichen. Hier geht es nicht um Beiträge des Bundes an die Kantone, sondern hier geht es allenfalls um Stipendien, die der Bund selbst und in eigener Kompetenz ausrichtet. Diese Kompetenz hatte er bis heute schon; es geht um Beiträge an Schüler und Studenten, die man nicht einem bestimmten Kanton zuweisen kann. Das sind - und das mag Sie wahrscheinlich ein bisschen stechen - zum Beispiel ausländische Studenten und Berufsschüler, beispielsweise aus Entwicklungsländern. Es ist eine durchaus sinnvolle Entwicklungshilfe, wenn man ihnen die Berufsbildung in der Schweiz ermöglicht. Das sind Beiträge, die der Bund in dieser Form leisten kann. Es sind aber auch - und darauf möchte ich speziell hinweisen - Stipendien an Auslandschweizer, die man nicht einem Kanton zuweisen kann, sondern die, im Ausland lebend, als Schweizer in der Schweiz studieren möchten. Der Bund möchte diese Kompetenz beibehalten. Es ist durchaus nicht zu befürchten, dass der Bund angesichts seiner finanziellen Lage unter diesem Titel überbordende Leistungen ausrichten kann. Ich beantrage Ihnen also, den Antrag Ruf in bezug auf Artikel 27quater Absatz 3 abzulehnen. Ebenfalls Ablehnung beantrage ich Ihnen im Namen der Kommission gegenüber seinem zweiten Antrag, dass die Frist verkürzt werden sollte. Wir haben in der Kommission eingehend über diese Fristen gesprochen. Milder Verlängerung der Frist bis 31. Dezember 1988 kommen wir einem Wunsch der Erziehungsdirektoren entgegen, die eine längere Übergangsphase möchten, damit die Leistungen in Form von Ausbildungsbeiträgen erhalten bleiben, und damit die Kantone genügend Zeit haben, sich auf die harte, beitragslose Situation einzurichten. Das ist also durchaus ein vernünftiges Entgegenkommen. Wir haben ja immer versichert, wir wollten keine Leistungen abbauen. Damit aber die Leistungen erhalten werden können, müssen die Kantone genügend Gelegenheit, eine genügend lange Anlaufzeit haben, damit sie sich einrichten können. Sie brauchen ja auch Beschlüsse von Parlamenten und Regierungen, bis sie entsprechend in die Lücke springen können. Ich beantrage Ihnen also, auch den zweiten Antrag von Herrn Ruf abzulehnen.

Bundesrat Friedrich: Die Kommissionssprecher haben das Notwendige gesagt. Ich bin gleicher Auffassung. Man kann als weiteres Beispiel für direkte Stipendien des Bundes auch noch die Pilotenausbildung nennen. Im übrigen beantrage auch ich Ihnen, die beiden Anträge abzulehnen.

Ruf-Bern: Ich danke den Kommissionsreferenten und Herrn Bundesrat Friedrich für ihre Ausführungen. Wir haben tatsächlich in unseren Fraktionsberatungen dem Aspekt der Auslandschweizer und den Beispielen, wie sie von Herrn Bundesrat Friedrich angeführt worden sind, zu wenig Beachtung geschenkt. Ich ziehe deshalb den ersten Antrag zurück, bitte Sie jedoch nochmals, den zweiten, der die Frist betrifft,

anzunehmen. Le président: M. Ruf retire sa première proposition concernant l'alinéa 3. Angenommen gemäss Antrag der Kommission Adopté selon la proposition de la commission Ziff. II Antrag der Kommission Ingress Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Art. 16 ... zum 31. Dezember 1988 ausgerichtet werden. Antrag Ruf-Bern ... zum 31. Dezember 1986 ausgerichtet werden. Ch. II Proposition de la commission Préambule Adhérer à la décision du Conseil des Etats Art. 16 ...jusqu'au 31 décembre 1988. Proposition Ruf-Bern ... des bourses d'études jusqu'au 31 décembre 1986. Le président: Le conseil vote sur la proposition Ruf main- tenue. Abstimmung - Vote Für den Antrag der Kommission Für den Antrag Ruf-Bern offensichtliche Mehrheit Minderheit

Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches 78 N 7 mars 1984 Zlrf. III Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Ch. III Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen - Adopté Gesamt Abstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Beschlusses Entwurfes 85 Stimmen Dagegen 47 Stimmen Bundesgesetz über die Ausbildungsbeiträge der Kantone Loi fédérale sur les subsides de formation alloués par les cantons Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière Detailberatung - Discussion par articles Titel und Ingress Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Titre et préambule Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen - Adopté Art. 1 Antrag der Kommission Mehrheit Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Minderheit (Hubacher, [Affolter, Akeret], Blunschy, Braunschweig, Carobbio, Deneys, [Morel, Muheim], Nauer, Vannay) Abs. 2 Es regelt die Koordination der Ausbildungsbeiträge und die Beiträge des Bundes an die kantonalen Aufwendungen. Art. 1 Proposition de la commission Majorité Adhérer à la décision du Conseil des Etats Minorité (Hubacher, [Affolter, Akeret], Blunschy, Braunschweig, Carobbio, Deneys, [Morel, Muheim, Nauer], Vannay) Al. 2 Elle règle la coordination des subsides de formation et les subventions que la Confédération alloue aux cantons pour leurs dépenses. Le président: La minorité a retiré sa proposition qui n'avait plus de base constitutionnelle. Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit Adopté selon la proposition de la majorité Art. 2 Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen - Adopté Art. 3 Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Antrag Bircher Abs. 1 • Ausbildungsbeiträge werden in Form von Stipendien ausgerichtet. In Ausnahmefällen können Darlehen bewilligt werden. Abs. 2 Die Stipendien sollen zusammen mit den Eigenleistungen und den Zuwendungen Dritter die Ausbildungs- und Lebenshaltungskosten decken. Art. 3 Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Proposition Bircher Al. 1 Les subsides de formation sont alloués sous la forme de bourses. Exceptionnellement, des prêts peuvent être accordés. Al. 2 Les bourses couvriront la part des frais de formation et d'entretien qui ne sont pas couverts par les prestations propres et l'aide des tiers. Bircher: Wir haben im heutigen Bundesgesetz die Regelung, dass nur die Stipendien erwähnt sind. Darlehen werden nicht subventioniert. Genau dieses Prinzip wird nun im vorliegenden Antrag zu Artikel 3 ebenfalls wieder vorgeschlagen. Die bundesrätlich vorgeschlagene Gleichstellung von Stipendien und Darlehen ist unseres Erachtens nicht zweckmässig. Ich kann hier darauf hinweisen, wie schon beim Eintreten, dass sich auch die Studentenschaft gegen diese Neuerung ausgesprochen hat. Entgegen anfänglichen Vermutungen, auch aus ausländischen Staaten, haben nämlich Berechnungen ergeben - auch Erziehungsdepartemente haben das schon bestätigt -, dass

Darlehen langfristige gar keine Einsparungen bringen, dies wegen der Teuerungsverluste und wegen des relativ komplizierten und komplexen Verwaltungsaufwandes, der mit Darlehenssprechungen verbunden ist. Auch die von Herrn Kollege Hubacher zitierte Studie der «Wirtschaftsförderung» bewertet die Darlehen als «problematisch». Für den Studenten und Schüler immer gemäss «Wirtschaftsförderung» - erweise sich das Bewusstsein, ständig einen Schuldenberg zu äufnen, als eine Belastung. Den Absatz 1 von Artikel 3 sollten wir deshalb klar so fassen, dass Stipendien die Regel sind. Prinzipiell sprechen wir uns also für die Stipendienregelung aus. Dann folgt der Nachsatz: «Darlehen sollen die Ausnahme bleiben», zum Beispiel wenn eine Erbschaft in Aussicht steht oder andere Anwartschaften möglich sind. Der neue Absatz 2 will dann die Leistungen umschreiben. Vom Bund wären Minimalleistungen vorzuschlagen, die Stipendien sollten gemeinsam mit der zumutbaren Beteiligung der Eltern, mit den Beiträgen von anderen privaten Seiten und mit den Eigenleistungen die Ausbildungs- und Lebenshaltungskosten decken. Das sind die Änderungen, die ich Ihnen in Absprache und vor allem auch gemäss ausdrücklichem Wunsch der schweizerischen Studentenorganisationen vorschlage, und ich hoffe, wenn Sie jetzt schon dieses Rahmengesetz beraten, dass Sie darin noch die effektiv wünschbaren Verbesserungen anbringen. Deshalb bitte ich Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

7. März 1984 N 79 Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben M. Köhler Raoul, rapporteur: Votre commission n'a pas pu se prononcer sur la proposition Bircher, je m'exprime donc à titre personnel. Au 1er alinéa de l'article 3 exactement M. Bircher veut apporter une nuance quant à la forme des subsides de formation. Il veut que la bourse soit la règle et le prêt l'exception. Cela reflète assez la situation qui existe dans ce domaine dans presque tous nos cantons. Néanmoins, je vous propose de rejeter sa proposition car c'est une entrave à la liberté de décision des cantons. Ceux-ci se plaignent de telles immixtions de la Confédération dans leurs affaires. Ils considèrent qu'il s'agit d'une atteinte dans leur souveraineté. Il faut que les cantons puissent décider librement. Je crois que la proposition du Conseil fédéral qui prévoit que la forme du subside de formation sera la bourse ou le prêt, leur laisse cette liberté. Le modèle de loi cantonale sur les subsides de formation élaboré par la Conférence des directeurs de l'instruction publique mentionne aussi la forme de la bourse ou du prêt. En adoptant la proposition du Conseil fédéral on ne change pas grand'chose, j'en suis persuadé, à la situation actuelle et je vous y invite. Quant au deuxième alinéa de la proposition Bircher, on peut en dire ceci: Les critères qu'il énumère, à savoir les prestations propres, l'aide de tiers, comme aussi les frais de formation et d'entretien, jouent un rôle très important dans tous les cantons pour déterminer le montant des bourses. Mais poser la condition que le montant des bourses doit couvrir entièrement la différence entre les prestations propres augmentées de l'aide de tiers et les frais de formation augmentés des frais d'entretien me paraît aller trop loin. M. Bircher, par sa proposition, crée en quelque sorte un droit à une bourse d'un montant déterminé. Tout étudiant par exemple serait en droit d'exiger de son canton qu'il lui verse le montant qui couvrira entièrement ses frais de formation et d'entretien, déduction faite des prestations propres et de l'aide des tiers. C'est là une immixtion bien plus grande encore que la précédente dans les affaires des cantons. Il faut d'ailleurs se demander si, avec une telle solution, généralisée dans tout le pays, on peut encore dire que l'octroi de bourses est l'affaire des cantons. Je vous invite aussi à rejeter la proposition Bircher relative au 2e alinéa de l'article 3, car elle va dans le sens opposé à la nouvelle répartition des tâches. Nebiker, Berichterstatter: Der Antrag Bircher lag der Kommission nicht vor. Ich äussere mich deshalb in persönlichem Namen. Wir müssen uns klar

sein, und das kam bei den Kommissionsberatungen zum Ausdruck: Im Rahmengesetz sollten wir möglichst grosszügig sein, also nicht zu viele Details regeln. Wenn wir schon den Kantonen die Verantwortung übergeben, sollen die Kantone auch genügend Spielraum haben. Die Kantone sind durchaus in der Lage, diesen Spielraum auszuschöpfen. Sie können auch beurteilen, ob in einem konkreten Falle besser Stipendien ausgerichtet werden oder ob Darlehen besser sind. Dazu braucht es keine Prioritätenordnung vom Bund aus, die Kantone müssen sich in diesem Bereich nicht bevormunden lassen, um es etwas krass auszudrücken. Zum Absatz 2: An sich ist es fast eine Selbstverständlichkeit und wäre die Aufgabe von Ausbildungsbeiträgen, dass jedermann eine bestimmte Ausbildung geniessen kann. Er muss dazu allerdings auch eigene Leistungen erbringen, und zwar nicht nur in Form von eigenen Mitteln oder Mitteln Dritter, sondern auch in Form von Leistungen bei der Ausübung dieses Berufes. Man kann nicht einfach ein Recht daraus ableiten, wenn man Eigenleistung und Zuwendungen zusammenzählt und glaubt, die verbleibende Differenz müsste dann der Staat bezahlen. Das ist nicht der Sinn; das sind ja ganz unbestimmte Grossen. Im Grunde genommen braucht es eine pauschale Beurteilung, um die Berechtigung von Stipendien zu begründen; aber noch viel schwieriger ist es, diesen Stipendienbeitrag aufgrund von unbekanntem Grossen festzulegen. Man muss sich also klar sein: Mit diesem Antrag zu Absatz 2 wird an sich eine Selbstverständlichkeit nochmals wiederholt; aber auf der anderen Seite besteht die Gefahr, dass man daraus ein Recht auf eine bestimmte Höhe von Stipendien ableiten könnte, und das scheint mir gefährlich. Deshalb beantrage ich Ihnen, auch Absatz 2 des Antrages Bircher abzulehnen. Bundesrat Friedrich: Absatz 1 steht wiederum im Widerspruch zu unserem Grundsatzentscheid, die Kantone zuständig zu erklären. Und Absatz 2 führt eigentlich über die Hintertreppe wieder eine Minimalbestimmung ein, die Sie vorhin abgelehnt haben. Ich bitte Sie daher meinerseits, den Antrag Bircher abzulehnen. Abstimmung - Vote Abs. 1-AI.1 Für den Antrag der Kommission Für den Antrag Bircher 85 Stimmen 46 Stimmen Abs. 2-AI. 2 Für den Antrag Bircher 46 Stimmen Für den Antrag der Kommission 84 Stimmen Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen Le débat sur cet objet est interrompu Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr La séance est levée à 13 h 00

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Bund und Kantone. Neuverteilung der Aufgaben Confédération et cantons. Nouvelle répartition des tâches In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1984 Année Anno Band I Volume Volume Session Frühjahrsession Session Session de printemps Sessione Sessione primaveraile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 03 Séance Seduta Geschäftsnummer 81.065 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 07.03.1984 - 08:00 Date Data Seite 53-79 Page Pagina Ref. No 20 012 223 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.